

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/NOP/8**

26 juin 1996

(96-2439)

---

## Groupe de travail des obligations et procédures de notification

### REUNION DU 6 JUIN 1996

Président: M. A. Shoyer (Etats-Unis)

#### Note du Secrétariat

1. L'ordre du jour de la huitième réunion du Groupe de travail, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/340 du 20 mai 1996, a été adopté.

2. Abordant la question des délais pour la suite des travaux du Groupe, le Président a fait observer que le temps dont on disposait diminuait rapidement. Après la réunion en cours, une seule réunion était prévue avant la pause de l'été (le 3 juillet) et, après la pause, les travaux reprendraient le 10 septembre et le 3 octobre. Selon lui, la phase actuelle, c'est-à-dire l'examen des propositions, devrait être dans une large mesure terminée pour la réunion du 3 juillet. A la réunion du 10 septembre, le Groupe passerait alors à la phase finale - en précisant peut-être les points qui resteraient vagues à l'issue du processus d'examen - mais en se concentrant principalement sur l'élaboration de ses recommandations au CCM. Le Groupe voudrait peut-être également examiner les éventuelles conclusions ou observations qu'il souhaiterait voir figurer dans le rapport. Sur cette base, le Président et le Secrétariat seraient en mesure de rédiger le rapport du Groupe de travail et de formuler ses recommandations au CCM pour que le Groupe les examine le 3 octobre. Le Président prévoyait de communiquer au Groupe ce rapport sous forme de projet suffisamment tôt avant la réunion d'octobre. Si cela était absolument nécessaire, on pourrait organiser une réunion informelle supplémentaire en septembre ou peut-être des consultations sur des points spécifiques.

Point 2A de l'ordre du jour: Obligations de notification qui font double emploi ou se chevauchent: agriculture/subventions

3. Le Président a noté qu'au cours des deux dernières réunions les débats avaient porté principalement sur la proposition des Etats-Unis concernant un mode de présentation des notifications (G/NOP/W/10) qui allait dans le même sens que la proposition de la CE (G/NOP/W/11) et qui reprenait une des approches définies dans le document de la Nouvelle-Zélande (G/NOP/W/7). Tous les points soulevés à ce sujet avaient été exposés dans la note du Secrétariat sur la dernière réunion (G/NOP/7) afin d'aider le Groupe à poursuivre l'examen de la question. Après avoir entendu les observations formulées à la dernière réunion, le Président était arrivé à la conclusion que le mode de présentation proposé paraissait donner au moins une base de travail pour aller de l'avant. En conséquence, il avait entrepris de consulter les délégations, en particulier celles qui avaient exprimé des idées ou des préoccupations, et, compte tenu de leurs observations, d'élaborer un texte pour que le Groupe l'examine.

4. Les résultats de ces consultations et de ces efforts de rédaction avaient été communiqués aux participants dans un projet de document qui contenait les modes de présentation des notifications pour les mesures qui étaient visées par les obligations et procédures de notification énoncées dans l'Accord sur l'agriculture, d'une part, et dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

(Accord SCM) et l'article XVI du GATT de 1994, d'autre part. Il s'agissait de versions modifiées des tableaux explicatifs ci-après adoptés par le Comité de l'agriculture (G/AG/2): tableaux explicatifs DS:1, DS:2, DS:3, DS:5, DS:6, DS:7, DS:8, DS:9, ES:1 et ES:2. Ces tableaux avaient été modifiés de manière qu'un Membre puisse utiliser les modes de présentation adoptés par le Comité de l'agriculture pour satisfaire aux prescriptions existantes figurant dans le document G/AG/2 ainsi que les éléments énoncés à l'article 25.3 de l'Accord SCM, à l'article XVI du GATT de 1994 et dans les parties pertinentes des modes de présentation adoptés par le Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/SCM/6). Il a été proposé de recommander au Conseil du commerce des marchandises que les deux Comités acceptent ces modes de présentation pour la notification des mesures visées par les trois Accords.

5. Pour faciliter l'utilisation des modes de présentation révisés par le Comité de l'agriculture, le Président a proposé que les modifications ci-après soient apportées au document G/AG/2: i) insertion à la page 11 d'une "note explicative" pour incorporer dans les tableaux relatifs au soutien interne tous les éléments de l'Accord SCM et de l'article XVI:1 du GATT de 1994; ii) insertion à la page 24 d'une "note explicative" similaire pour incorporer dans les tableaux relatifs aux subventions à l'exportation tous les éléments de l'Accord SCM et de l'article XVI:1 du GATT de 1994; et iii) tableaux explicatifs révisés. Pour faciliter l'utilisation des modes de présentation révisés par le Comité SCM, un nouveau paragraphe serait inséré dans la section du document G/SCM/6 relative aux "règles générales" pour inviter les Membres à utiliser les modes de présentation indiqués dans le document G/AG/2 lorsqu'ils notifient certaines subventions agricoles.

6. Le Président a noté que les révisions proposées des modes de présentation des notifications ne modifieraient pas les délais existants; les Membres continueraient d'être assujettis aux divers délais prévus pour les notifications à la fois dans l'Accord sur l'agriculture et dans l'Accord SCM, ainsi qu'aux délais fixés par les Comités. Ainsi, les Membres pourraient utiliser ces modes de présentation pour notifier des mesures au Comité de l'agriculture conformément aux "intervalles" établis par le Comité de l'agriculture et indiqués dans le document G/AG/2 (campagne agricole, campagne de commercialisation, etc.) et pourraient communiquer ces mêmes notifications au Comité SCM au plus tard le 30 juin de chaque année pour satisfaire aux obligations et procédures de notification prévues dans l'Accord SCM.

7. Certains participants ont suggéré des modifications ou des corrections techniques concernant le texte proposé: i) dans les membres de phrase où figurent les appels de notes 1 et 2 de la note explicative relative aux tableaux DS et ES, ajouter le mot "aussi" pour écrire "inclure *aussi* les renseignements ci-après ..."; ii) dans le tableau explicatif DS:3, il faut lire dans le titre de la deuxième colonne "article 6:5" et non "annexe 6.5"; iii) dans le tableau explicatif ES:1, ajouter une deuxième colonne intitulée "Description de la politique" comme cela a été fait dans le tableau explicatif ES:2; et iv) l'adjonction d'un nouveau paragraphe dans les règles générales du questionnaire sur les subventions (G/SCM/6) devrait se faire au paragraphe 2 pour éviter de modifier tous les numéros suivants de ce document.

8. Un certain nombre de participants ont noté qu'il existait diverses possibilités pour se conformer aux prescriptions des deux Accords concernant les délais. Les notifications au Comité de l'agriculture seraient présentées pour les dates appropriées alors que les notifications correspondantes au Comité des subventions pourraient être présentées en même temps ou pourraient être présentées une fois par an, pour le 30 juin. Toutes les autres notifications relatives aux subventions continueraient d'être demandées pour le 30 juin de chaque année. Il a été noté également que la présentation sous forme de tableaux ne convenait peut-être pas pour les renseignements demandés sur la base du mode de présentation révisé; toutefois, les renseignements additionnels pourraient figurer dans des appendices aux tableaux. Il a été estimé que l'on pourrait réaliser une sorte d'"essai" pour donner une idée du produit final.

9. Il a été souligné que certains des renseignements demandés dans les nouveaux modes de présentation ne seraient pertinents que pour les dispositions d'un seul des deux Accords et qu'il faudrait donc indiquer clairement dans les notes explicatives que chaque Comité ne serait tenu d'examiner que les renseignements relevant de son mandat. Si certains craignaient qu'un mode de présentation unique n'entraîne une diminution de la transparence, d'autres prévoyaient qu'il en résulterait une économie de temps et d'efforts car il était plus difficile d'élaborer et de faire approuver deux rapports à des moments différents de l'année. En outre, l'inclusion de détails supplémentaires dans les notifications sur l'agriculture constituait un avantage pour les Membres.

10. Notant qu'il n'y avait pas eu de fortes objections à l'approche actuelle et que les participants s'étaient déclarés prêts à étudier des modifications du mode de présentation actuel sur la base de cette approche, le Président s'est engagé à élaborer pour la prochaine réunion un texte qui montrerait comment les documents G/AG/2 et G/SCM/6 se présenteraient avec ces modifications. (Note: Ce document sera distribué sous la cote G/NOP/W/15.)

Point 2B de l'ordre du jour: La question de l'exécution des obligations en matière de notification

11. Le Président a noté que le Groupe disposait de deux documents élaborés par le Secrétariat pour faciliter ses débats: G/NOP/W/9, qui donnait une vue d'ensemble des notifications présentées, avec des chiffres totaux, et G/NOP/W/14, qui contenait de longs tableaux énumérant, en haut de chaque page, les notifications à présenter une seule fois et les notifications périodiques et, en dessous, tous les Membres de l'OMC, et indiquant où en étaient les différents Membres dans leurs notifications. Il a souligné que ce dernier document donnait une liste mais ne visait pas à faire une analyse, exposant simplement la situation telle qu'elle se présentait à la fin du mois d'avril. Il a fait observer que de nombreux facteurs devaient être pris en compte en relation avec les obligations de chaque Membre au titre des divers Accords et il a demandé instamment aux Membres de tenir compte des notes explicatives lorsqu'ils examinaient les tableaux. Il a invité les participants à informer le Secrétariat de toutes les erreurs qu'il pourrait relever dans le document car il prévoyait de distribuer une mise à jour avec le rapport du Groupe en octobre.

12. Commentant les renseignements figurant dans le document G/NOP/W/14, certains participants ont fait observer que cette liste était utile pour les administrations nationales car elle indiquait où un Membre en était en ce qui concernait ses obligations de notification. Cette présentation était aussi considérée comme un moyen utile d'encourager l'exécution des obligations grâce à la transparence que donnaient ces listes. Sur la question de savoir pourquoi certaines obligations étaient davantage respectées que d'autres, comme le montrait ce document, il a été mentionné que les obligations ayant des implications juridiques ou pour lesquelles des droits étaient établis seraient davantage respectées que les autres. Selon un autre point de vue, il y avait une corrélation directe entre le degré d'exécution des obligations et le niveau d'activité du Membre au sein du Comité en question.

13. Il a été noté qu'il était difficile de donner une interprétation large des tableaux car de nombreuses obligations, signalées dans le document par le symbole "O", ne visaient que les Membres qui maintenaient certaines mesures ou prenaient certaines décisions. Dans d'autres cas, certains Membres étaient temporairement exemptés des prescriptions, comme l'indiquait le symbole "E". Toutefois, ce document a été considéré comme très utile car il décrivait la situation générale concernant l'exécution des obligations dans le domaine des "marchandises" et il a été suggéré qu'il soit mis à jour périodiquement pour aider aussi bien les Membres que les Comités. Il a été suggéré également qu'un chiffre total figure en bas des colonnes pour indiquer le volume des notifications reçues au titre de chaque prescription.

14. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion des suggestions très intéressantes avaient été formulées sur la manière d'améliorer l'exécution des obligations - l'une prévoyait que chaque Membre

désigne dans sa capitale un fonctionnaire ou un bureau qui serait le point de contact et l'entité chargée de s'assurer que le Membre en question avait satisfait à toutes les prescriptions en matière de notification. Cette personne ou ce bureau superviserait tout le programme national de notifications. Il a été suggéré également d'élaborer un ensemble de lignes directrices générales qui seraient appliquées par chaque Comité pour administrer son propre processus de notification. Par exemple, il avait été suggéré qu'une ligne directrice prévoie qu'un examen des modes de présentation des notifications de chaque Comité soit effectué tous les deux ans ou que les Présidents rappellent aux participants, à chaque réunion, les obligations dont ils doivent encore s'acquitter en matière de notification. En fait, la question de l'exécution des obligations en matière de notification deviendrait pour chaque Comité un point ordinaire de l'ordre du jour.

15. S'il est apparu utile que chaque Membre ait un point de contact central, il n'a pas été jugé possible d'en faire une obligation, mais ce pourrait être une recommandation du Groupe que chaque Membre examinerait. Il a été estimé qu'un point de contact central pourrait non seulement être un moyen d'améliorer l'exécution des obligations, mais aussi constituer un point de centralisation pour canaliser l'assistance technique. Il a été signalé que certains Membres avaient déjà de tels points de centralisation, bien que ceux-ci soient souvent inefficaces faute de formation. Certains ont estimé que le véritable point de centralisation devrait être les missions à Genève, qui étaient en contact permanent avec les ministères responsables.

16. Quant à la suggestion prévoyant l'élaboration de lignes directrices générales pour l'examen des modes de présentation des notifications par les Comités, de nombreux participants sont convenus que les Comités devraient suivre en permanence l'exécution des obligations de notification de leur ressort et les problèmes que les Membres pouvaient rencontrer. Toutefois, certains ont estimé que des lignes directrices définissant des procédures et des délais normalisés pour l'examen des modes de présentation, etc., seraient rigides. Une ligne directrice générale permettant à chaque Comité d'examiner ses propres besoins et conditions serait peut-être plus appropriée.

17. Toujours au titre de ce point de l'ordre du jour, le Président a rappelé l'anomalie potentielle que comporterait le rapport du Groupe au CCM si, d'une part, il ne formulait pas de recommandation de vaste portée pour rationaliser le système alors que, d'autre part, il était clair que, dans certains domaines, le degré d'exécution des obligations était faible. Il a invité le Groupe à se demander s'il devait examiner cette question et formuler peut-être des idées sur les raisons du faible degré d'exécution à inclure dans le rapport. Sinon il y aurait un écart inexplicé entre les constatations du Groupe et ses recommandations, ce qui pourrait donner lieu à des questions au sein du CCM et peut-être à Singapour. Les Membres ont décidé d'étudier cette question et d'y revenir à la prochaine réunion.

Point 2C de l'ordre du jour: Assistance dont certains pays en développement auraient besoin pour répondre à leurs obligations en matière de notification

18. Se référant à la proposition concernant un manuel pratique sur les notifications, le Président a fait savoir que le Secrétariat avait établi deux sections d'un tel manuel pour aider le Groupe dans ses délibérations. On y trouvait des renseignements sur les notifications concernant l'Accord sur l'agriculture et l'Accord OTC, avec dans chaque cas les quatre sections suivantes:

Section I (AG-I et TBT-I) - aperçu général des prescriptions des Accords respectifs en matière de notification sur la base des exposés faits par les secrétaires des Comités à l'Atelier sur les notifications organisé par la Division de la coopération technique et de la formation en février dernier.

Section II (AG-II et TBT-II) - liste de toutes les prescriptions en matière de notification pour chacun de ces accords, tirée directement du document G/NOP/W/2/Rev.1.

Section III (AG-III et TBT-III) - documents de l'OMC distribués à tous les Membres, contenant les modes de présentation, les questionnaires ou les lignes directrices pour l'Accord en question; et

Section IV (AG-IV et TBT-IV) - échantillons de notifications.

19. Le Président a indiqué que ce manuel comporterait environ 15 sections, couvrant les Accords repris à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, et qu'il serait présenté sur feuillets mobiles pour pouvoir être mis à jour en tant que de besoin. S'agissant des échantillons, il a demandé quel type d'échantillons devrait être utilisé, à savoir: documents reproduisant les notifications effectivement présentées; notifications effectivement présentées, mais sans les noms de pays et les références géographiques; modèles "simulés" ou "construits"; ou une page ou deux avec juste une liste des numéros des notifications pertinentes.

20. Plusieurs participants se sont déclarés en faveur d'échantillons "simulés". Certains préféraient deux types de chaque échantillon, comme dans l'exemple concernant l'agriculture présenté au Groupe. Certains encore préféraient des échantillons tirés de pays développés et de pays en développement, tandis que d'autres ne souhaitaient pas cette distinction. Il a été estimé que le Secrétariat devrait avoir un certain pouvoir d'appréciation pour l'élaboration de ces échantillons. Il a été souligné que la présentation sur feuillets mobiles était importante pour permettre la mise à jour régulière des renseignements. Comme il était évident que ce manuel pourrait compter plusieurs centaines de pages, il a été suggéré d'élaborer un manuel distinct pour chaque Accord. On aurait ainsi un outil plus maniable, mais cela serait aussi, pour les administrations nationales, utile d'un point de vue pratique car chaque bureau recevrait la partie correspondant à ses besoins, et non l'ensemble de la publication.

21. Examinant cette proposition de manière générale, un participant a fait observer que l'amélioration de l'exécution des obligations était un problème à multiples facettes et que le Groupe devait en tenir compte lorsqu'il étudiait des solutions. Le manuel serait manifestement très utile, mais le Groupe de travail devait aussi penser à une ou deux mesures complémentaires qu'il pourrait recommander.

22. L'intervenant a indiqué que, même si le Groupe faisait tout ce qui était en son pouvoir pour élaborer des instruments pratiques d'assistance comme le manuel, les pays les moins avancés, en particulier, auraient encore du mal à satisfaire pleinement aux prescriptions. Nombre d'entre eux n'étaient pas représentés à Genève ou étaient représentés par de petites missions. Dans les capitales, il n'y avait parfois qu'une seule personne qui s'occupait de l'OMC et d'un certain nombre d'autres organisations. Pour eux, le premier problème était très souvent celui de définir les priorités, de voir où commencer et d'avoir une idée de base des prescriptions et des procédures.

23. L'intervenant a estimé qu'il serait utile que le Groupe de travail recommande également l'envoi, dans les capitales, de missions techniques d'une certaine durée, peut-être une semaine ou deux, pour fournir une aide générale à ces pays, ce qui serait un bon investissement. C'était quelque chose qui pourrait être fait en coopération avec d'autres organismes, par exemple la CNUCED. Selon lui, cette proposition devait être considérée conjointement avec le manuel.

24. La seconde proposition était que le Groupe examine le mode de présentation des rappels que les Membres avaient reçus du bureau du Répertoire central des notifications (RCN). Compte tenu des difficultés que rencontraient les pays en développement pour traiter la masse de renseignements qu'ils recevaient de l'OMC, il apparaissait que le rappel adressé par le RCN était difficile à comprendre. Selon l'intervenant, il était extrêmement important que le Groupe transmette un message au RCN indiquant que, s'il avait fait un bon travail en faisant démarrer ce système, qui fonctionnait et était utile aux Membres, il faudrait travailler encore à rendre les rappels plus simples, plus compréhensibles et plus pédagogiques.

25. L'intervenant a suggéré que les rappels du RCN comportent des renvois aux sections du manuel ou qu'ils contiennent eux-mêmes des renseignements simples sur les prescriptions en matière de notification, indiquant par exemple que, s'il s'agissait de faire savoir qu'il n'y avait rien à notifier, le Membre pouvait juste écrire une phrase dans une lettre et l'envoyer, satisfaisant ainsi à la prescription de notification. Avec cette approche à multiples facettes, le manuel complété par une formation technique détaillée et des rappels faciles à comprendre constituerait le type de mesure pratique qui pourrait contribuer à améliorer l'exécution des obligations.

26. Le Président a suggéré que le Groupe examine ces suggestions et y revienne à la prochaine réunion.

Point 2D de l'ordre du jour: Obligations de notification conformément aux Décisions des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947

27. Le Président a rappelé qu'il avait soulevé la question de certaines obligations de notification établies par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 qui, au fil du temps ou du fait des modifications intervenues après l'entrée en activité de l'OMC, étaient peut-être maintenant redondantes ou caduques. Il s'agissait des obligations suivantes: a) points 2, 3 et 4 des pages 46 et 47 du document G/NOP/W/2/Rev.1 sur les Décisions des PARTIES CONTRACTANTES concernant les restrictions quantitatives et les mesures non tarifaires qui étaient apparemment remplacées par les Décisions du CCM du 1er décembre 1995 (G/L/59 et G/L/60); b) point 6 de la page 48 du même document, concernant les procédures en matière de licences d'importation, qui étaient apparemment remplacées par l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, plus le nouveau questionnaire (G/LIC/3); c) point 8 de la page 48 du même document concernant les marques d'origine (article IX du GATT) au sujet desquelles, d'après les notes figurant dans l'édition de l'Index analytique de 1995, il n'y avait eu aucune notification depuis 1961; et d) point 12 sur la liquidation des stocks stratégiques, qui datait d'une Décision des PARTIES CONTRACTANTES de 1955.

28. Une délégation a estimé qu'en effet les obligations indiquées au point a) du paragraphe ci-dessus étaient maintenant couvertes par les Décisions du CCM de 1995, alors que l'obligation indiquée au point b) était maintenant couverte par l'Accord sur les licences d'importation lui-même. En conséquence, à son avis, on pouvait maintenant envisager de supprimer ou d'annuler ces Décisions des PARTIES CONTRACTANTES. Les points c) et d) restaient à examiner. Le Président a demandé aux Membres d'examiner tous ces points en vue de présenter des suggestions spécifiques à la prochaine réunion.

Point 2E de l'ordre du jour: Autres questions

29. Le Président a fait savoir que, suite à la lettre qu'il avait adressée le 18 mars aux Présidents des Comités sur la question des possibilités de simplification et de normalisation, il avait reçu la réponse suivante du Président du Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat:

*"Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat examine actuellement l'adéquation du questionnaire sur le commerce d'Etat (datant de 1960, IBDD, S9/193) en vue d'élaborer un questionnaire révisé tenant compte non seulement du Mémorandum d'accord de l'OMC sur l'interprétation de l'article XVII, mais aussi de l'environnement économique actuel dans lequel opèrent les entreprises commerciales d'Etat. Une grande partie de cette tâche sera nécessairement axée sur les domaines dans lesquels le questionnaire doit être élargi pour obtenir les renseignements nécessaires à une évaluation de l'effet de ces entreprises sur le commerce, mais les participants sont conscients de la nécessité d'éviter un double emploi avec les renseignements demandés au titre d'autres obligations en matière de notification. En outre, une très grande attention est portée à l'établissement d'un mode de présentation qui ne soit pas inutilement lourd.*

*Cet exercice de révision en est à un stade relativement précoce et est mené actuellement dans le cadre de réunions informelles du Groupe de travail auxquelles peut participer toute délégation intéressée. La prochaine réunion informelle aura lieu le 23 mai."*

Le Groupe a pris note de cette information.

Prochaine réunion

30. La prochaine réunion du Groupe aura lieu le mercredi 3 juillet à 10 heures.